

POLITIQUE

14 JANVIER 2019

La lettre hypocrite d'Emmanuel Macron aux Français

Le Président suggère aux Français un « nouveau contrat pour la Nation ». Mais qui a signé le contrat actuel ?

Par Ludovic Delory.

“ *La France n'est pas un pays comme les autres.* ”

L'épître d'Emmanuel Macron aux Français débute par un constat paradoxal : dans le pays où « un grand nombre de citoyens paie un impôt sur le revenu, parfois lourd, qui réduit les inégalités », « le sens des injustices y est plus vif qu'ailleurs ». Suivant cette logique, et pour calmer la colère des Gilets jaunes, il faudrait donc que l'impôt soit encore plus redistributif. Pourtant, le président admet que « la France est, de toutes les nations, une des plus fraternelles et des plus égalitaires ».

Qu'en pensent, justement, les Français ? Selon un sondage tout récent, ils sont plus de 80 % à réclamer un impôt proportionnel voire dégressif. L'impôt progressif fait, quant à lui, l'objet d'un véritable rejet. Réflexe normal pour des citoyens accablés de prélèvements et qui comprennent le fonctionnement de la redistribution à la Française tant vantée par leurs énarques.

La première mesure égalitaire consisterait donc à faire payer la même part d'impôts à tous les Français. Le voici sans doute, le nouveau « pacte social ». Mais le gouvernement est-il prêt à l'entendre ?

UN GRAND DÉBAT, À QUOI BON ?

Emmanuel Macron a-t-il été élu sur un programme ? Si la réponse est positive, pourquoi alors doit-il relancer, avant même la moitié de son mandat, un débat national sur des points destinés, à le lire, à « faire œuvre utile pour l'avenir de notre pays » ? Nous sommes loin ici d'un référendum ou d'une consultation sur des questions ponctuelles. Comment les Français, déjà interrogés lors de la campagne électorale, vont-ils réagir à cette nouvelle vague de questions ?

En outre, les thèmes essentiels (fiscalité, transition écologique, démocratie et immigration) ont été choisis par l'Élysée. Dans deux mois, le gouvernement tirera ses propres conclusions sur les propositions fourre-tout que n'auront pas manqué de faire les citoyens. Ensuite ? Le débat aboutira-t-il ou sera-t-il vite refermé ? Les clefs seront à nouveau entre les mains du président élu qui, lors de ses vœux, estimait ne devoir « justifier aucun renoncement ». Une main en avant, deux pas en arrière.

Paramètres de Gestion de la Confidentialité

POUR UN DISCOURS LIBÉRAL, ALLONS VOIR AILLEURS

Le mot « liberté » ne figure qu'à trois reprises dans cette longue lettre. Le mot « libre » n'y apparaît qu'une seule fois (au pluriel). Ce texte, d'essence purement collectiviste, vise sans aucun doute à resserrer les liens entre une France d'en haut et une France majoritairement incomprise. Pour preuve : le mot « nous » apparaît à 37 reprises. En abusant de ce « nous », Emmanuel Macron veut donner l'illusion d'un peuple soudé qui disposerait de tous les leviers nécessaires à l'élaboration d'un meilleur avenir.

Un discours libéral aurait laissé la part belle au « vous » : « vous les Français,... », manière de faire comprendre la responsabilité individuelle de chaque citoyen. Une seule phrase y fait allusion, en fin de lettre :

“ *C'est votre expression personnelle, correspondant à votre histoire, à vos opinions, à vos priorités, qui est ici attendue, sans distinction d'âge ni de condition sociale.* ”

Les Lettres aux Français, procédé marketing utilisé par Mitterrand en 1988 et repris par Nicolas Sarkozy en 2012, visaient jusqu'ici à tenter de faire réélire des hommes d'État. La même tactique de communicant, utilisée aujourd'hui en cours de mandat, sonne comme un référendum pour ou contre l'actuel président. Car il n'existe à ce stade aucun autre recours, en cas d'échec ou de désaveu, que l'abandon pur et simple du projet présidentiel, avec tous les risques institutionnels et sécuritaires que cela comporte.

Le pouvoir ne souhaite ni l'un ni l'autre. Voilà donc pourquoi, derrière cette lettre, il souhaite que tout reste en l'état. Les Gilets jaunes sont prévenus.

Par Ludovic Delory

Nos dossiers spéciaux: Communication politique, Emmanuel Macron, Lettre ouverte